



ÉDUCATION IMMIGRATION COMMUNAUTÉS

FEUILLE DE ROUTE POUR LES LANGUES
OFFICIELLES DU CANADA 2013-2018



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Canada

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada,
représentée par le ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles, 2013

Numéro de catalogue : CH14-31/2013F-PDF
ISBN : 978-0-660-20574-8

MESSAGE DU PREMIER MINISTRE DU CANADA



Le Canada possède une histoire et une culture d'une grande richesse qui sont le fruit des aspirations et des réalisations des Canadiens. Les peuples qui ont formé notre grand pays ne parlaient pas tous la même langue. Ils ne partageaient pas tous la même culture. Mais, nos peuples se sont unis. Nos liens se sont resserrés et une solidarité exceptionnelle s'est développée. Au cours des siècles, notre grand pays s'est enrichi d'une extraordinaire diversité. En tant que Canadiens, nous sommes très fiers de la cohabitation de nos deux langues nationales. Notre diversité culturelle est notre plus grand atout.

D'un bout à l'autre de notre vaste territoire, des communautés francophones et anglophones vivant en situation majoritaire ou minoritaire font du Canada un pays remarquable.

Notre gouvernement s'est engagé à promouvoir les langues officielles du Canada ainsi que la vitalité des communautés de langue officielle en situation minoritaire. Nous offrons un appui soutenu à la promotion, à la célébration et au renforcement de la dualité linguistique canadienne.

La Feuille de route pour les langues officielles du Canada 2013-2018 : éducation, immigration, communautés donne à notre gouvernement les moyens d'agir de façon concrète dans des domaines d'action que les Canadiens estiment importants, soit l'éducation, l'immigration et l'appui aux communautés.

À titre de Premier ministre, je suis fier de présenter aux Canadiens la *Feuille de route pour les langues officielles du Canada 2013-2018*. En bâtissant sur les réussites des cinq dernières années, cette Feuille de route trace la voie vers un Canada encore plus fort et plus uni; un Canada où le français et l'anglais, les langues de notre identité nationale, sont plus que jamais une source de fierté pour tous les Canadiens.

A handwritten signature in blue ink, which appears to be 'Stephen Harper'. The signature is stylized and fluid.

Le très honorable Stephen Harper

MESSAGE DU MINISTRE DU PATRIMOINE CANADIEN ET DES LANGUES OFFICIELLES



Le français et l'anglais, les langues officielles du Canada, représentent une richesse et un atout pour les Canadiens et les Canadiennes. Elles font partie de notre histoire et de notre identité. Elles nous permettent d'exprimer notre culture dans toute sa diversité et de mettre en valeur l'excellence canadienne dans le monde entier. De plus, chez nous, dans toutes les provinces et tous les territoires, des communautés francophones et anglophones contribuent au dynamisme de notre société, et ce, que ce soit dans la sphère culturelle, sociale ou économique.

Notre gouvernement a à cœur de promouvoir la dualité linguistique du Canada et l'essor des communautés de langue officielle en situation minoritaire. En présentant la *Feuille de route pour les langues officielles du Canada 2013-2018 : éducation, immigration, communautés*, nous poursuivons le travail entamé il y a cinq ans.

Dans le cadre de cette nouvelle Feuille de route, nous conjugons les efforts de quinzaine ministères et agences du gouvernement du Canada, de même que ceux de nos partenaires, pour agir de façon ciblée et efficace dans trois domaines clés, à savoir l'éducation, l'immigration et l'appui aux communautés. Notre objectif est clair : donner aux Canadiens les moyens de s'épanouir en français comme en anglais et de prendre part pleinement à la société.

À titre de ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles, je remercie tous les citoyens et citoyennes qui ont participé aux consultations sur les langues officielles et les perspectives d'avenir menées par notre gouvernement. La Feuille de route met à profit la vision des participants, ainsi que les réussites des dernières années, pour créer un pays où les Canadiens de tous les horizons peuvent profiter des avantages de la dualité linguistique canadienne et apporter leur contribution à la société dans la langue officielle de leur choix.

A stylized, handwritten signature in black ink, consisting of a large, flowing 'J' followed by several loops and a long horizontal stroke.

L'honorable James Moore



NOS LANGUES OFFICIELLES : ÉLÉMENTS FONDAMENTAUX DU CANADA

Les deux langues officielles du Canada font partie de notre histoire et de notre identité nationale. Elles aident à nous définir en tant que Canadiens, offrent d'énormes possibilités économiques, sociales et culturelles et ont contribué à établir la place importante qu'occupe le Canada dans le monde.

Nos deux langues rehaussent l'avantage concurrentiel du Canada, tant à l'échelle nationale qu'internationale, et lui ont permis de devenir une société forte et ouverte, qui attire des gens de différentes cultures du monde entier. Bien qu'on parle quelque 200 langues au pays, 98 p. 100 des Canadiens continuent de parler soit l'anglais ou le français, soit les deux. Nos deux langues font partie de notre pays, les nouveaux Canadiens continuant d'adopter l'anglais ou le français lorsqu'ils s'y installent. Parallèlement, selon les résultats du dernier recensement, la population de langue officielle en situation minoritaire au Canada a atteint un sommet historique de plus de 2 millions de personnes.

Ce qui nous rassemble en tant que Canadiens, c'est notre capacité à communiquer entre nous dans l'une ou l'autre de nos langues officielles. Un récent sondage indique que 91 p. 100 des francophones et 73 p. 100 des anglophones estiment que l'apprentissage des deux langues officielles contribue à une meilleure compréhension du Canada.

Les deux langues constituent une source importante de dynamisme social et économique, 89 p. 100 des francophones et 73 p. 100 des anglophones considèrent que la maîtrise des deux langues officielles améliore leurs chances de trouver un emploi et de contribuer ainsi à l'économie canadienne.

La Feuille de route pour la dualité linguistique canadienne 2008-2013 représentait l'investissement le plus important dans nos deux langues officielles de l'histoire du pays. Comme elle prend fin le 31 mars 2013, nous avons l'occasion de miser sur les réussites des cinq dernières années et de consolider nos investissements en matière d'éducation, d'immigration et d'appui aux communautés. En nous appuyant sur ce succès, nous adapterons nos démarches au cours des cinq prochaines années afin de veiller à ce qu'elles continuent de produire des résultats concrets dans la vie des Canadiens et Canadiennes.

LE CHEMIN PARCOURU

En 2008, le gouvernement du Canada a lancé la *Feuille de route pour la dualité linguistique canadienne 2008-2013*, qui définissait les objectifs prioritaires suivants : la promotion des deux langues officielles du Canada et le soutien à la vitalité des communautés de langue officielle en situation minoritaire. Cet investissement pangouvernemental sans précédent de 1,1 milliard de dollars sur cinq ans soutenait les langues officielles dans de nombreux domaines. Le rapport de mi-parcours de la Feuille de route, publié en 2012, a confirmé que ses 32 programmes et activités étaient

efficacement mis en œuvre, ce qui a été réitéré dans le cadre de la ronde de consultations pancanadiennes en 2012.

« Merci de votre soutien. La Feuille de route est un véritable modèle de collaboration entre les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux ainsi que les communautés et les établissements. »

Raymonde Gagné, coprésidente,
Consortium national de formation en santé

À la fin du plan d'action quinquennal de la Feuille de route, il ressort clairement que les activités mises en œuvre ont permis de réaliser des progrès considérables. À titre d'exemples :

- Plus de 240 000 étudiants issus de communautés de langue officielle en situation minoritaire étudient maintenant dans leur propre langue.
- Plus de 2,4 millions de jeunes apprennent l'anglais ou le français comme langue seconde.
- De 2006-2007 à 2010-2011, le nombre d'inscriptions dans des classes d'immersion en français a augmenté de 12 p. 100.
- Depuis 2008, 19 nouveaux programmes de formation en soins de santé en français ont été créés et plus de 1 200 diplômés travaillent maintenant dans leur collectivité d'origine (la plupart à l'extérieur du Québec).
- Depuis 2008, 170 nouveaux points de service pour les immigrants francophones ont été créés dans des villes de diverses régions du Canada.
- Plus de 30 écoles et centres d'apprentissage ont été établis en diverses régions dans les communautés de langue officielle en situation minoritaire.
- Sept provinces offrent désormais des services juridiques dans les deux langues officielles.
- Le Portail linguistique du Canada offre maintenant l'accès gratuit à la base de données TERMIUM Plus®, ainsi qu'à

de nombreux articles, conseils et outils pour aider les Canadiens et Canadiennes à communiquer dans les deux langues officielles.

Ce ne sont là que quelques-unes des nombreuses réalisations accomplies grâce à la coopération de 15 ministères et agences fédéraux, des gouvernements provinciaux, territoriaux et municipaux, de groupes communautaires et d'organismes sans but lucratif.

Le gouvernement du Canada est fier d'avoir mobilisé divers organismes, dont des organismes fédéraux, afin qu'ils contribuent à l'atteinte des objectifs de la première Feuille de route.

Avec le lancement de la *Feuille de route pour les langues officielles du Canada 2013-2018 : éducation, immigration, communautés*, nous réitérons notre rôle de chef de file et notre détermination à soutenir les deux langues officielles du Canada.



ALLER DE L'AVANT ENSEMBLE

La *Feuille de route pour les langues officielles du Canada 2013-2018* prévoit un investissement renouvelé de 1,1 milliard de dollars sur cinq ans, visant clairement à protéger,

Consultations sur les langues officielles Été 2012



En 2012, de vastes consultations sur les langues officielles ont eu lieu partout au pays. 22 tables rondes ont rassemblé des citoyens et citoyennes dans tous les provinces et les territoires et une rencontre a eu lieu avec les leaders des communautés de langue officielle à Ottawa. Les Canadiens ont également été invités à participer aux consultations en ligne.

à célébrer et à renforcer nos langues officielles
dans l'ensemble du Canada.

*« La Feuille de route a été un succès.
Nous avons réalisé des progrès
énormes dans nos collectivités.
Il est important que vous sachiez
que cela fait une différence. »*

Daniel Boucher, président directeur-général,
Association canadienne-française de l'Alberta

Cette nouvelle Feuille de route permettra aux locuteurs actuels et futurs de l'une ou l'autre des deux langues officielles du Canada d'acquérir une meilleure compréhension et appréciation de leur pays et de leurs concitoyens. En encourageant et en permettant la participation des Canadiens à tous les aspects de la société, elle renforcera notre économie et améliorera la qualité de vie des collectivités à l'échelle nationale.

Le Plan d'action économique de 2013 renouvelle la Feuille de route pour les langues officielles du Canada de 2013 à 2018 avec un « engagement permanent d'accroître la vitalité des communautés minoritaires de langue officielle du Canada, et elle contribue au renforcement de la dualité linguistique ». Le gouvernement du Canada est heureux de poursuivre son travail avec ses partenaires et les principaux intervenants au moyen de la nouvelle Feuille de route pour que les activités mises en œuvre apportent des résultats tangibles aux Canadiens et Canadiennes.

À l'écoute des Canadiens et Canadiennes

La *Feuille de route pour les langues officielles du Canada 2013-2018 : éducation, immigration, communautés* a été élaborée à la suite de vastes consultations pancanadiennes – parmi les plus importantes consultations jamais organisées sur les langues officielles. Ces vastes consultations se sont appuyées sur le dialogue continu avec

les gouvernements provinciaux et territoriaux et le commissaire aux langues officielles. Une liste d'organismes qui y ont pris part se trouve à la page 23.



Le ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles, l'honorable James Moore, au lancement des consultations sur les langues officielles, le 22 mai 2012 à Moncton au Nouveau-Brunswick.

Bien que les participants aux consultations aient exprimé un large éventail d'opinions, certains thèmes récurrents ont été soulevés, notamment l'éducation, l'immigration, la santé, les arts et la culture, et le développement économique.

Ils ont également souligné l'importance de mobiliser les jeunes et d'établir des partenariats efficaces afin d'atteindre les objectifs de la Feuille de route. En résumé, les Canadiens s'attendent à ce que le gouvernement fasse la promotion de nos deux langues officielles comme éléments fondamentaux de l'identité canadienne, et à ce qu'il le fasse de manière responsable et transparente, appuyés de mécanismes de reddition de comptes efficaces.

Les piliers d'intervention

La première Feuille de route s'appuyait sur deux piliers : la participation de tous les Canadiens à la dualité linguistique et l'appui aux communautés de langue officielle en situation minoritaire.

La nouvelle Feuille de route ciblera les avantages sociaux et économiques de nos deux langues officielles pour les Canadiens. Elle s'articule autour de trois nouveaux piliers qui ont été identifiés lors des consultations comme champs d'action prioritaires :

- éducation
- immigration
- communautés



La table ronde animée par le ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles, l'honorable James Moore, à Rockland près d'Ottawa en Ontario, le 1^{er} juin 2012.

Le fait de mettre l'accent sur ces domaines permettra aux gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, ainsi qu'aux diverses parties intéressées, de tirer parti des résultats qu'ils ont atteints jusqu'à maintenant et de collaborer afin d'accomplir de véritables progrès dans ces trois domaines clés.

« Le bilinguisme est une force unificatrice. Plus nombreux seront les échanges entre nos communautés en situation minoritaire et majoritaire du Québec et du Canada, mieux nous nous comprendrons. »

Dan Lamoureux, président,
Quebec Community Groups Network

Les initiatives de la Feuille de route, nouvelles ou renouvelées, ont été examinées attentivement pour s'assurer qu'elles soient axées sur des services directs et des résultats concrets pour les Canadiens. Le gouvernement continuera de viser une meilleure utilisation de l'argent des contribuables et une prestation des programmes plus efficace.

Par cette Feuille de route, le gouvernement s'engage à miser sur les résultats obtenus et à consolider ses efforts de rationalisation et d'harmonisation de la gouvernance et de suivi des programmes de langues officielles au sein du système fédéral afin d'en améliorer la responsabilisation et la coordination.



« L'éducation est le meilleur moyen pour une société d'investir dans ses jeunes. C'est ce qui permet aux gens de développer et d'atteindre leur plein potentiel. Et c'est également ce qui nous enrichit collectivement, ce qui nous rend plus forts. »

Le très honorable Stephen Harper,
Premier ministre du Canada, 2013

ÉDUCATION

Les Canadiens conviennent que l'éducation est importante pour l'avenir des langues officielles. Au Canada, l'éducation est de compétence provinciale. Dans le cadre de cette nouvelle Feuille de route, le gouvernement du Canada investira 658 millions de dollars au cours des cinq prochaines années dans des programmes d'éducation destinés à l'ensemble des Canadiens.

Nos deux langues officielles offrent aux nouveaux Canadiens un moyen de s'intégrer à la vie sociale, culturelle et économique de leur pays.

L'apprentissage des deux langues officielles rassemble les Canadiens et Canadiennes. Il augmente les possibilités d'échange entre eux et avec le monde entier. Il encourage la compréhension mutuelle, qui nous permet de vivre et de travailler ensemble, ce qui contribue à la stabilité, à l'unité et à la prospérité à long terme de notre pays.

L'éducation joue également un rôle essentiel dans le renforcement des communautés de langue officielle en situation minoritaire. Le fait d'éduquer les enfants de ces communautés dans leur première langue officielle assure le dynamisme de leur communauté. De plus, les écoles de ces collectivités sont souvent utilisées comme centres communautaires et offrent des services et des activités à tous les membres de la communauté.

L'apprentissage de la seconde langue officielle chez les jeunes Canadiens

Les langues officielles du Canada sont des atouts pour l'employabilité des Canadiens. La majorité d'entre eux estiment que tous les diplômés de niveau secondaire devraient avoir une connaissance pratique de l'anglais et du français. Ils croient également que le fait d'être bilingue augmente les chances de trouver un emploi. Aux quatre coins du pays, les employés bilingues sont considérés comme des atouts pour leur employeur.

Depuis plus de 40 ans, le gouvernement du Canada contribue à soutenir les efforts des gouvernements provinciaux et territoriaux qui offrent l'enseignement d'une seconde langue officielle dans les écoles. En conséquence, on compte aujourd'hui plus de 2,4 millions de jeunes Canadiens et Canadiennes partout au pays qui apprennent leur seconde langue officielle, dont plus de 341 000 sont inscrits dans des programmes d'immersion en français, ce qui représente une augmentation de 12 p. 100 au cours des dernières années.

« Les parents anglophones tiennent beaucoup à ce que leurs enfants maîtrisent le français parfaitement pour obtenir un emploi. »

Diane Gérin-Lajoie, professeure,
Centre de recherche en éducation franco-ontarienne,
L'Acadie Nouvelle, le 29 octobre 2012

Grâce au renouvellement de la Feuille de route, le ministère du Patrimoine canadien poursuivra sa collaboration de longue date avec les gouvernements provinciaux et territoriaux afin de fournir un **appui à l'apprentissage de la seconde langue officielle**. Dans le but d'encourager les jeunes à apprendre la langue seconde et d'accroître leurs chances de réussite, le Ministère continuera d'appuyer les projets de démarrage, tels que les programmes d'anglais et de français intensifs et l'élaboration d'outils d'évaluation des aptitudes linguistiques des étudiants en fonction de situations réelles plutôt que de résultats académiques. Le Ministère versera des fonds pour accroître les possibilités d'immersion, offrir des programmes d'apprentissage de la seconde langue officielle aux élèves de niveau secondaire et offrir de la formation et du perfectionnement aux enseignants.

Le fait d'interagir avec des gens parlant l'autre langue officielle permet d'en améliorer l'apprentissage. Par conséquent, le gouvernement continuera d'appuyer les **programmes de moniteurs de langues officielles et de bourses** gérés par le Conseil des ministres de l'Éducation (Canada).

Le programme de moniteurs permet à environ 300 jeunes par année de trouver un emploi comme assistants d'enseignement de langue seconde. Les moniteurs (dont la langue maternelle est enseignée comme langue seconde à l'école où ils travaillent) aident les étudiants à s'exercer à parler leur langue seconde en plus de les sensibiliser à la culture liée à la langue officielle enseignée.



« Ces projets donnent aux élèves anglophones l'occasion d'interagir en français avec leurs pairs, leurs enseignants et les autorités, et ce, à l'extérieur de la salle de classe. L'exercice d'art oratoire et l'interaction de ce genre renforcent le principe selon lequel la langue française est plus qu'une matière scolaire : c'est un moyen de communiquer. »

Hélène Pelletier, porte-parole,
Canadian Parents for French –
section du Nouveau-Brunswick

Les programmes de bourses d'été permettent à 8 000 étudiants par année de se rendre dans une autre région du Canada où leur seconde langue officielle est la langue de la majorité. Ainsi, les participants se familiarisent avec la culture de la région hôte, tout en améliorant leurs compétences en langue seconde.

Le gouvernement s'inspirera du succès de ces programmes dans le cadre du pilier éducation de sa nouvelle Feuille de route.

En outre, le ministère du Patrimoine canadien continuera de financer les **programmes d'échanges** par l'intermédiaire d'organismes comme la Société éducative de visites et d'échanges au Canada. Ces programmes permettront à plus de 2 000 jeunes par année d'améliorer leur seconde langue officielle et de se familiariser avec la culture d'une autre collectivité canadienne, au cours des cinq prochaines années.

L'appui à l'éducation pour les communautés de langue officielle en situation minoritaire

Le ministère du Patrimoine canadien poursuivra sa collaboration de longue date avec les gouvernements provinciaux et territoriaux afin de fournir un **appui à l'éducation dans la langue de la minorité**.



Particulièrement dans les communautés de langue officielle en situation minoritaire, les écoles doivent remplir leur mission première en plus de servir de lieu de vie communautaire rassembleur favorisant le développement linguistique, identitaire et culturel des jeunes. Le Ministère encouragera les partenariats entre les intervenants des milieux de l'éducation et communautaire afin d'aider les jeunes à atteindre la réussite scolaire et de renforcer leur sentiment d'appartenance.

Pour que les communautés de langue officielle en situation minoritaire prospèrent, elles doivent avoir accès à une gamme complète de programmes éducatifs dans la langue de la minorité, du niveau préscolaire au niveau postsecondaire. Dans le cadre de son soutien régulier, le Ministère continuera de travailler avec ses partenaires provinciaux et territoriaux pour soutenir les programmes d'éducation de la petite enfance dans les écoles afin de contribuer à la transmission des connaissances linguistiques.

Aux niveaux primaire et secondaire, nous encouragerons la poursuite des efforts visant à rendre les documents et outils pédagogiques accessibles dans la langue d'enseignement, à améliorer le rendement scolaire, à offrir des possibilités de perfectionnement professionnel aux enseignants et à accueillir les élèves immigrants et leurs parents.

Nous favoriserons également les programmes postsecondaires et les modes de prestation parallèles comme l'éducation à distance et la coopération entre les établissements d'enseignement, afin d'offrir aux jeunes un éventail plus large d'options d'enseignement postsecondaire dans leur propre langue.

Le perfectionnement professionnel et l'éducation postsecondaire dans les secteurs de la santé et de la justice

Au Canada, la santé est de compétence provinciale. Dans le cadre de la Feuille de route, le gouvernement continuera d'appuyer les travailleurs des secteurs de la santé et de la justice afin d'améliorer leurs compétences dans la seconde langue officielle de manière à ce qu'ils soient en mesure de répondre adéquatement à leurs clients dans la langue de leur choix.

Santé Canada poursuivra sa collaboration avec les établissements d'enseignement postsecondaires en vue d'augmenter le nombre de professionnels de la santé bilingues partout au Canada et d'améliorer les compétences linguistiques des professionnels de la santé travaillant dans les milieux où les besoins sont les plus importants.

Justice Canada continuera de concevoir et d'offrir des programmes de formation afin d'aider les professionnels du secteur de la justice à offrir de meilleurs services aux Canadiens dans leur première langue officielle. Le Ministère élaborera des outils de formation en ligne novateurs en vue de permettre aux participants d'interagir entre eux et avec les formateurs.

De 2008 à 2011, quelque 4 000 étudiants se sont inscrits à des programmes liés à la santé dans les établissements d'enseignement francophones à l'extérieur du Québec, et plus de 1 500 étudiants ont obtenu leur diplôme durant la même période. Au Québec, environ 7 000 professionnels de la santé se sont inscrits à des programmes de formation linguistique de 2008 à 2011, et plus de 5 300 ont terminé ces programmes durant la même période.

Santé Canada et Justice Canada miseront sur leur collaboration avec leurs partenaires afin de permettre aux membres des communautés de langue officielle en situation minoritaire de suivre une formation professionnelle dans les secteurs de la santé et de la justice dans leur propre langue, augmentant ainsi l'accessibilité des communautés en situation minoritaire à des services professionnels dans ces secteurs.

Le fait de soutenir l'offre d'une gamme de programmes et de possibilités de formation postsecondaires dans les deux langues officielles permettra aux jeunes anglophones au Québec et aux jeunes francophones à l'extérieur du Québec de trouver un emploi plus facilement dans leur propre collectivité, tout en augmentant le nombre de travailleurs spécialisés bilingues.

Offrir des outils pour étudier, travailler et communiquer plus efficacement dans les deux langues officielles

Le **Portail linguistique du Canada** donne accès à TERMIUM Plus® (principale base de données terminologiques du Canada) et à un grand nombre d'outils linguistiques destinés à aider les citoyens, le secteur privé et les organismes non gouvernementaux à étudier, à travailler et à communiquer plus efficacement dans les deux langues officielles du Canada. Les utilisateurs d'Internet au pays (et ailleurs au monde) peuvent

trouver des milliers d'outils pédagogiques de calibre international conçus ici, tels que des exercices et des didacticiels linguistiques, pour les aider à améliorer leurs compétences linguistiques en anglais et en français.

Le Portail linguistique du Canada continuera d'être accessible au public sans frais et sera doté d'un accès amélioré aux réseaux sociaux. On fera de plus en plus la promotion du Portail auprès de ceux qui sont moins en mesure d'investir dans de tels outils, comme les jeunes et les petites et moyennes entreprises.

Faire du Canada un chef de file mondial des technologies langagières

Le **Conseil national de recherches Canada** a réussi à faire du Canada un chef de file mondial des technologies langagières, en particulier dans le domaine de la traduction automatique grâce à un système permettant aux ordinateurs de traduire des textes. Le Conseil poursuivra ses travaux dans le but de perfectionner et de commercialiser ce système tant pour rehausser la capacité de l'industrie canadienne des technologies langagières que pour augmenter les possibilités d'utilisation de ces technologies dans d'autres secteurs d'activité. Ces travaux généreront des possibilités d'affaires pour les entreprises canadiennes à l'échelle nationale et internationale.





« Notre pays s'est construit sur l'immigration, et il continuera de se développer avec l'apport de l'immigration. Nos langues officielles sont dans ce contexte un point d'ancrage crucial entre les nouveaux arrivants et les Canadiens établis. »

Le très honorable Stephen Harper,
Premier ministre du Canada, 2013

IMMIGRATION

Il est essentiel pour la prospérité et la croissance à long terme du pays d'attirer des immigrants et d'encourager leur pleine intégration à la société canadienne. Le gouvernement du Canada investira 149,5 millions de dollars dans les programmes de langues officielles à l'intention des immigrants au cours des cinq prochaines années parce que la maîtrise d'au moins une des deux langues officielles est indispensable à leur intégration sociale, culturelle et économique.

Le respect du Canada envers la dualité linguistique a contribué à en faire une société ouverte, capable d'attirer des personnes de différentes cultures de partout au monde. Aujourd'hui, les Canadiens peuvent se vanter d'avoir des origines diverses et de parler plus de 200 langues. Cette multitude de langues parlées constitue une richesse culturelle et un avantage économique qui ouvre de nombreuses portes au Canada.

« Il est important que les programmes de la Feuille de route visent le renforcement de notre population par l'immigration et le soutien à la famille, la création de services qui rejoignent les francophones dans tous les aspects de leur vie quotidienne, ainsi que l'accroissement de notre développement social et économique. »

Marie-France Kenny, présidente,
Fédération des communautés
francophones et acadienne du Canada,
Francopresse.ca (site Internet), le 22 mai 2012

Au même moment, les nouveaux Canadiens continuent d'adopter l'une ou l'autre des langues officielles, ou les deux, comme langue de travail, d'études et d'affaires. Plus de 98 p. 100 des Canadiens parlent l'anglais ou le français, ou les deux, bien que plus de 20 p. 100 d'entre eux aient une autre langue maternelle. Le français et l'anglais sont des outils importants pour l'intégration des nouveaux arrivants dans la société canadienne et pour unir les Canadiens. Ces deux langues donnent à tous l'occasion de communiquer en parlant une langue commune au travail et dans les loisirs.

La formation linguistique pour les nouveaux arrivants – un facteur clé de l'intégration

Chaque année, 250 000 immigrants arrivent au Canada. Le gouvernement du Canada fera la promotion des avantages que procure la connaissance des langues officielles et investira dans la formation linguistique en langues officielles pour les nouveaux arrivants. Les **programmes de formation linguistique pour les immigrants économiques** de Citoyenneté et Immigration Canada aideront les nouveaux arrivants qui ont dépassé l'âge scolaire à acquérir les compétences linguistiques en anglais ou en français dont ils ont besoin pour vivre et travailler au Canada.

L'intensification des efforts pour recruter des immigrants de langue française dans les communautés en situation minoritaire

Les consultations organisées à l'été 2012 ont confirmé qu'attirer des immigrants de langue française et les intégrer aux communautés en situation minoritaire sont des facteurs clés pour maintenir la vitalité communautaire. Afin de tirer profit des progrès déjà accomplis, Citoyenneté et Immigration Canada augmentera son soutien pour favoriser le **recrutement et l'intégration d'immigrants de langue française au sein de communautés en situation minoritaire** à l'extérieur du Québec. Le Ministère fournira par ailleurs son appui à un programme novateur mis en place en 2009 par l'Agence de promotion économique du Canada atlantique pour attirer, recruter, intégrer et retenir **les immigrants francophones dans la communauté acadienne du Nouveau-Brunswick**, en particulier dans les régions rurales.

« Tout cela me donne la conviction que si nous y mettons l'effort, nous pouvons agrandir notre communauté, et l'immigration est une partie intégrante de cet effort. »

Danielle Coombs,
Réseau de l'immigration francophone
de Terre-Neuve-et-Labrador,
The Telegram, le 30 août 2012



Citoyenneté et Immigration Canada a l'intention de recentrer ses activités en matière de langues officielles afin de tenir compte de la modernisation du système d'immigration. Le Ministère concentrera ses efforts sur des objectifs concrets et quantifiables afin de mieux coordonner le recrutement et l'intégration des immigrants francophones qui s'installent à l'extérieur du Québec, en mettant l'accent sur l'augmentation des cibles de recrutement d'immigrants économiques de langue française dans les communautés en situation minoritaire.



Lors des consultations, des tables rondes ont été organisées par le ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles, l'honorable James Moore, ou son représentant, dans tous les provinces et les territoires. De plus, 2 200 Canadiens et Canadiennes ont participé aux consultations en ligne.

On augmentera les dépenses pour les activités à l'étranger afin d'élargir le mandat de Destination Canada et d'inclure plus de salons de l'emploi et d'activités de promotion et de recrutement visant les employeurs. Ceci permettra de rejoindre un bassin plus important d'éventuels immigrants de langue française. Les activités de promotion et de recrutement à l'étranger seront axées sur les besoins des employeurs qui exercent leurs activités dans les communautés francophones en situation minoritaire. De plus, les réseaux d'immigration francophone seront utilisés pour mobiliser des intervenants locaux afin qu'ils répondent aux questions concernant l'immigration et l'intégration au sein de leur collectivité.

Depuis 2008, 170 nouveaux points de service ont été créés dans des villes du Canada pour les immigrants de langue française.

En coordonnant mieux ses efforts avec ceux de ses partenaires communautaires et gouvernementaux (fédéral, provinciaux et territoriaux), Citoyenneté et Immigration Canada améliorera la capacité des collectivités à recevoir des immigrants et renforcera l'infrastructure nécessaire à l'accueil, à l'installation et à l'intégration d'immigrants d'expression française. En résumé, cette démarche confirmera le rôle prépondérant de l'immigration dans l'épanouissement des communautés francophones en situation minoritaire afin d'atténuer le manque de main-d'œuvre et les répercussions économiques du vieillissement de la population.



« Nos collectivités, riches de leurs différences, incarnent d'un océan à l'autre une volonté commune de vivre ensemble et un partage d'idéaux communs. Les communautés de langue officielle contribuent à l'ensemble canadien avec un apport irremplaçable qui fait du Canada un pays unique au monde. »

Le très honorable Stephen Harper,
Premier ministre du Canada, 2013

COMMUNAUTÉS

La vitalité des deux langues officielles du Canada repose largement sur la vitalité de ses deux principales communautés linguistiques qui incarnent la coexistence du français et de l'anglais dans toutes les régions du pays. Le gouvernement du Canada investira 316,6 millions de dollars au cours des cinq prochaines années pour préserver et renforcer les communautés de langue officielle en situation minoritaire partout au pays.

Les communautés de langue officielle en situation minoritaire assurent la vigueur culturelle et linguistique de l'anglais et du français d'un océan aux autres. Des 7,7 millions de francophones qui vivent au Canada (23 p. 100 de la population), un million vivent à l'extérieur du Québec, tandis qu'un million d'anglophones vivent au Québec.

Tisser des liens entre les communautés linguistiques par les arts et la culture

Les projets artistiques et culturels renforcent la vitalité et l'identité des communautés tout en favorisant la connaissance, la compréhension et l'appréciation qu'ont les Canadiens et Canadiennes pour la diversité culturelle du pays. De plus, par effet de levier, les activités artistiques, culturelles et patrimoniales engendrent un apport significatif pour la santé économique du Canada et créent des emplois.

Le patrimoine du Canada comprend une longue tradition d'expressions culturelles et artistiques anglophones et francophones. La majorité des Canadiens considèrent leurs deux langues officielles comme une source de richesse culturelle.

La participation aux activités artistiques, culturelles et patrimoniales permet aux Canadiens de vivre des expériences qui renforcent leur sentiment d'appartenance.

« Je voulais souligner l'importance du programme Vitaines musicales de Musicaction dans le cheminement professionnel du groupe franco-manitobain Les Surveillantes. Grâce à ce programme, Les Surveillantes ont eu l'occasion de présenter leur spectacle devant des publics qui n'auraient pas été accessibles autrement. Cela a permis au groupe de partir en tournée dans des régions plus éloignées et de se faire connaître partout au Canada. Ce programme a réduit l'effet des distances et a augmenté la portée de la diffusion du groupe. »

Jérémie Gosselin, Les Surveillantes, Winnipeg

L'essor des industries culturelles, comme celles de la musique, du cinéma, des arts et des nouveaux médias, offre un grand potentiel pour rassembler les Canadiens provenant de milieux différents. Certains Canadiens et Canadiennes disent que la découverte des éléments du patrimoine, des arts ou de la culture d'un autre groupe culturel leur donne un aperçu de leur monde : c'est une manière d'apprendre à connaître les diverses cultures canadiennes et une occasion de mieux se comprendre et s'apprécier les uns les autres.

L'existence de communautés de langue officielle en situation minoritaire dynamiques partout au pays donne lieu à de nombreuses activités artistiques et culturelles et profite aux étudiants en langue seconde en leur permettant de s'exercer à leur seconde langue officielle dans un contexte réel. La participation aux activités culturelles, qu'il s'agisse de visionner des films ou d'assister à des spectacles artistiques, favorise la capacité et la motivation des étudiants à apprendre une langue seconde. La nouvelle Feuille de route consolidera cette longue tradition culturelle.

Au cours des cinq dernières années, le Programme national de traduction pour l'édition du livre a appuyé la traduction de près de 200 livres d'auteurs canadiens. L'évaluation du programme a montré qu'il soutient, de manière importante, la promotion de la dualité linguistique.

Grâce au **Programme national de traduction pour l'édition du livre**, plus d'éditeurs canadiens pourront traduire davantage de livres d'auteurs canadiens d'une langue officielle à l'autre. De nouvelles collaborations se formeront entre des éditeurs francophones et anglophones canadiens. Par l'entremise de ce programme, les Canadiens auront un meilleur accès à la richesse culturelle qu'offrent nos auteurs des deux langues officielles.

En 2011-2012, 230 artistes issus de communautés en situation minoritaire ont offert des prestations dans le cadre de 687 vitrines musicales présentées lors de salons régionaux, nationaux et internationaux en plus de prendre part à diverses tournées.

Le soutien continu aux **Vitrines musicales pour les artistes** des communautés de langue officielle en situation minoritaire bâtira sur les succès du programme et sur sa popularité pour financer plus de vitrines musicales et faire la promotion d'activités de mise en marché sur diverses plates-formes, dont les plates-formes numériques. Le principal objectif des vitrines est d'accroître



la visibilité des artistes provenant des communautés de langue officielle en situation minoritaire, y compris auprès des locuteurs de l'autre langue officielle et sur la scène internationale.

L'engagement du gouvernement envers les activités culturelles et artistiques des communautés de langue officielle en situation minoritaire sera renforcé par deux nouveaux programmes. Le premier est une version révisée du **Fonds d'action culturelle communautaire**. Ce fonds facilitera l'accès aux activités culturelles, artistiques et patrimoniales dans les communautés de langue officielle en situation minoritaire. Les activités, créées avec la participation des membres de la communauté, présenteront sa culture tout en favorisant le sentiment d'appartenance de ses membres. Le Fonds encouragera aussi les communautés à partager leur histoire et leur culture avec une collectivité plus large et en particulier avec les locuteurs de l'autre langue officielle.

La Feuille de route a permis de financer près de 200 projets au Canada, surtout dans les collectivités rurales, dans des disciplines variées (théâtre, chanson, musique, arts, arts médiatiques, littérature, patrimoine, etc.).

Le deuxième programme, qui lui est nouveau, la **Stratégie d'accès aux marchés**, s'adresse aux artistes de communautés de langue officielle en situation minoritaire. Cette stratégie agira comme complément aux programmes culturels déjà en place. Un appui renforcé aux communautés de langue officielle en situation minoritaire facilitera le déplacement de leurs artistes partout au Canada et en améliorant leurs possibilités de distribution. La stratégie encouragera le développement de nouveaux marchés pour les artistes et les organismes de communautés de langue officielle en situation minoritaire. L'amélioration de la diffusion et les plus nombreuses activités promotionnelles de diverses disciplines artistiques (cinéma, littérature, théâtre, arts médiatiques, arts pluridisciplinaires et autres) faciliteront l'accès à toute la richesse et la diversité des arts et de la culture des communautés francophones et anglophones en situation minoritaire, et ce, pour les Canadiens de partout au pays.

Appuyer l'essor économique des communautés

Le gouvernement du Canada reconnaît l'importance de renforcer la vigueur économique et la participation au marché du travail des communautés de langue officielle en situation minoritaire par l'entremise de partenariats communautaires novateurs. L'amélioration de l'accès aux possibilités économiques et la stimulation de la croissance des capacités d'affaires des collectivités créeront de meilleures possibilités d'emploi pour les communautés francophones et anglophones en situation minoritaire.

Plus précisément, le **Fonds d'habilitation pour les communautés de langue officielle en situation minoritaire**, un programme renouvelé, de Ressources humaines et Développement des compétences Canada appuiera les initiatives communautaires ainsi que la capacité locale à cerner les éléments qui entravent la croissance et à saisir toutes les possibilités de développement. Il améliorera l'accès communautaire aux programmes, aux réseaux, aux services et aux projets de développement économique novateurs dans des secteurs clés, comme la rétention des jeunes, l'intégration au marché du travail et la création d'emplois, le développement de compétences améliorant l'employabilité, le développement de secteurs prometteurs (comme le tourisme), la diversification des économies locales et l'appui aux entrepreneurs et à la promotion de l'entrepreneuriat.



2 600 canadiens ont partagé leur vision sur les langues officielles à l'occasion de vastes consultations tenues par l'honorable James Moore, ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles.

Le Fonds d'habilitation reposera sur un dialogue continu avec les communautés pour adopter une démarche plus éclairée, de laquelle découleront des projets communautaires novateurs répondant aux besoins des communautés. Le Fonds visera prioritairement à diffuser de l'information pertinente afin que les activités de développement économique et de gestion des ressources humaines correspondent aux besoins locaux et qu'elles servent à fixer des objectifs, à évaluer les progrès et à améliorer le financement provenant du secteur privé.

L'Initiative d'alphabétisation et d'acquisition des compétences essentielles dans les communautés de langue officielle en situation minoritaire de Ressources humaines et Développement des compétences Canada est un programme redéfini à la lumière de nouveaux partenariats afin de répondre aux besoins formulés par les partenaires qui souhaitaient l'établissement d'une démarche mieux adaptée à leurs réalités en matière de développement économique. L'objectif du programme est d'aider les adultes des communautés francophones et anglophones en situation minoritaire à acquérir les compétences essentielles dont ils ont besoin pour obtenir et conserver un emploi.

Industrie Canada et ses organismes de développement régional, notamment l'Initiative fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario, l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario, Diversification de l'économie de l'Ouest Canada, l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec et l'Agence canadienne de développement économique du Nord, poursuivront avec l'**Initiative de développement économique** en s'appuyant sur les succès obtenus jusqu'à maintenant.

La Feuille de route a permis au Réseau de développement économique et d'employabilité (RDÉE) de l'Ontario de créer La Bonne Affaire, un concept novateur qui soutient l'intégration économique des immigrants

francophones au sein des petites et moyennes entreprises.

Des partenariats se formeront entre les bénéficiaires de l'Initiative de développement économique, les partenaires d'affaires et d'autres parties intéressées du secteur du développement économique communautaire. La croissance de ces partenariats développera les capacités d'affaires de la communauté et améliorera la prestation de services aux citoyens.

L'Initiative de développement économique appuiera aussi les projets visant à améliorer la capacité des petites et moyennes entreprises à offrir des services bilingues. Cet avantage concurrentiel peut ouvrir des portes à de nouveaux marchés pour les entrepreneurs et les entreprises bilingues.

Développement économique Canada (DEC) pour les régions du Québec verse des fonds à l'organisme Youth Employment Services (YES) de Montréal qui, chaque année, reçoit plus de 1 500 clients et offre plus de 750 séances d'encadrement individuelles et plus de 150 ateliers.

Le renforcement des communautés

Le ministère du Patrimoine canadien continuera à donner son **appui aux organismes et réseaux nationaux, provinciaux et locaux**. Les efforts seront axés sur les secteurs clés de la vitalité des communautés, comme l'éducation, les arts et la culture (y compris le patrimoine) ainsi que les médias.

À compter de 2013-2014, le Ministère fera l'examen de son appui aux communautés de langue officielle en situation minoritaire, en consultation avec les organismes communautaires responsables. Cet examen aura pour but de s'assurer que les mesures en place répondent aux besoins des citoyens et présentent un fort potentiel d'appui à long terme à la vitalité des

communautés. Il renforcera aussi les réseaux communautaires afin de les rendre plus efficaces.

La nouvelle **Initiative de partenariat social dans les communautés de langue officielle en situation minoritaire** de Ressources humaines et Développement des compétences Canada s'appuiera sur les résultats du programme-pilote sur l'innovation communautaire. Elle élargira sa clientèle cible au-delà de la petite enfance afin d'inclure les enjeux relatifs aux jeunes et aux familles. L'initiative encouragera aussi les communautés de langue officielle en situation minoritaire à trouver de nouvelles sources de revenus pour mettre en place des activités communautaires qui abordent les problèmes sociaux et économiques qui les touchent.

Améliorer l'accès aux services dans les deux langues officielles

Le gouvernement du Canada continuera d'être un modèle pour la promotion de l'utilisation des deux langues officielles au pays. Il donnera aux citoyens un accès direct à une gamme complète de renseignements et de services gouvernementaux fédéraux par l'entremise de ses guichets de services, de ses lignes téléphoniques et de ses portails Internet dans les deux langues officielles. Les Canadiens sont libres de communiquer avec le gouvernement du Canada dans la langue officielle de leur choix. De plus, en s'associant avec divers ordres de gouvernement et parties intéressées communautaires, le gouvernement continuera d'appuyer les services de plusieurs secteurs d'importance pour tous les Canadiens.

Le Consortium national de formation en santé, financé par Santé Canada dans le cadre de la Feuille de route, vise à augmenter le nombre de professionnels et de chercheurs francophones en soins de la santé et à les appuyer afin d'améliorer la qualité des services offerts aux communautés francophones en situation minoritaire.

La santé

Santé Canada poursuivra ses activités visant à renforcer la capacité de 35 réseaux de santé locaux et de 2 organismes de coordination (Société Santé en français et le Community Health and Social Services Network) partout au pays. Cela permettra aux réseaux de santé de continuer à fonctionner en tant qu'organismes communautaires bien enracinés dans la collectivité. Ces réseaux comprennent les besoins des communautés, y répondent et visent à améliorer l'accès aux services de santé à l'échelle locale.

Comme nous l'avons expliqué dans la section sur l'éducation, Santé Canada continuera de collaborer avec les établissements postsecondaires en vue d'augmenter le nombre de professionnels de la santé bilingues partout au Canada.

Dans le domaine de la santé, « les progrès ont été constants dans les dernières années, et le seront à long terme, grâce à l'appui financier de la Feuille de route. (...) C'est important pour les soins de la santé que la Feuille de route soit renouvelée, car même s'ils sont de compétence provinciale, la dualité linguistique relève du fédéral. »

Annie Bédard, directrice générale,
Conseil communauté en santé du Manitoba,
La Liberté (site Internet), le 4 juillet 2012

En outre, Santé Canada réalisera des projets communautaires pour répondre aux besoins de santé immédiats des communautés en se concentrant sur l'intégration et le maintien en poste de professionnels de la santé bilingues. Les projets visant l'accès aux services de santé et le maintien en poste des professionnels encourageront les professionnels de la santé bilingues à travailler dans les collectivités où les besoins sont les plus importants. Ils encourageront également les fournisseurs de services de santé à offrir des services dans les deux langues officielles dans les pharmacies, les cabinets de médecin et les cliniques, et mettront l'accent sur les besoins de santé précis de chaque communauté

(par exemple, offrir plus d'occasions aux personnes âgées de communiquer dans la langue officielle de leur choix, éliminer les obstacles linguistiques pour les personnes qui ont des problèmes de santé mentale, y compris indiquer la langue officielle du patient dans son dossier médical).



La composante des soins de la santé de la Feuille de route de 2008-2013 a permis de soutenir 35 réseaux de santé locaux et 2 organismes de coordination (la Société Santé en français et le Community Health and Social Services Network) partout au pays.

La justice

Pour que les Canadiens aient facilement accès à des renseignements exacts et fiables dans la langue officielle de leur choix, le **Ministère de la Justice Canada** collaborera avec un vaste réseau de partenaires en vue d'établir des guichets d'information juridique. Pour éviter le dédoublement de structures et pour établir des liens entre les organismes qui fournissent des services aux communautés de langue officielle, il encouragera des partenariats entre les associations des communautés en situation minoritaire et les organismes qui leur fournissent des services. Ces guichets seront des points de départ qui permettront aux Canadiens de mieux

connaître leurs droits et leurs obligations et d'être mieux en mesure d'obtenir des réponses à des questions juridiques de la vie quotidienne.

Le Ministère de la Justice Canada continuera à aider les gouvernements provinciaux et territoriaux à combler les lacunes dans la prestation de services bilingues, surtout lorsqu'ils entament des procédures pour le compte du gouvernement fédéral en vertu de la *Loi sur les contraventions*.

Le portail CliquezJustice.ca fournit des renseignements juridiques simplifiés en langage clair aux minorités francophones du Canada.

Les services offerts par les gouvernements provinciaux et territoriaux dans la langue de la minorité

Les gouvernements provinciaux et territoriaux fournissent des services importants pour le bien-être des citoyens. Bien que le Nouveau-Brunswick soit la seule province bilingue, de plus en plus de gouvernements provinciaux et territoriaux fournissent des services dans les deux langues officielles. Le ministère du Patrimoine canadien continuera sa **collaboration de longue date avec les gouvernements provinciaux et territoriaux** pour qu'ils offrent leurs services clés dans la langue de choix des Canadiens en situation linguistique minoritaire dans leur collectivité.

« La Feuille de route appuie aussi le gouvernement provincial et permet l'existence de différents services provinciaux en français, dont le Bureau des services en français et les programmes d'immersion française dans les écoles anglophones, ou encore prestation en français des programmes scolaires provinciaux. »

Gaël Corbineau, directeur général,
Fédération des francophones de Terre-Neuve et Labrador,
The Telegram, le 19 juillet 2012

RESPONSABILISATION ET RÉSULTATS

Les Canadiens ont affirmé vouloir mieux comprendre les investissements de la Feuille de route, en assurer le suivi et obtenir des résultats concrets. Le gouvernement continuera à faire des efforts pour améliorer ses programmes et la façon dont les partenaires de la Feuille de route collaborent et communiquent leurs résultats.

Une gouvernance rationalisée

Les initiatives en matière de langues officielles mobilisent les efforts d'un grand nombre de ministères et d'agences fédéraux. Il est donc nécessaire d'éliminer le chevauchement des activités et d'en améliorer l'efficacité. Le gouvernement du Canada redoublera d'efforts pour rationaliser et harmoniser l'infrastructure de gouvernance des programmes fédéraux en matière de langues officielles.

Une mesure du rendement rigoureuse

Dans le cadre de la nouvelle Feuille de route, les ministères et les agences fédéraux s'engagent à se concentrer sur l'utilisation saine des fonds publics et la prestation efficace de services. Au début du processus, on élaborera les outils de mesure du rendement nécessaires à la production de rapports clairs et complets sur les progrès et les résultats tangibles obtenus. Cela permettra de suivre rigoureusement tous les programmes et les activités mis en œuvre dans le cadre de la nouvelle Feuille de route et de s'assurer qu'ils mettent l'accent sur la prestation de services aux Canadiens et l'obtention de résultats concrets.

Le gouvernement du Canada fera des efforts pour améliorer la coordination et la gestion de tous les programmes de la Feuille de route. Il visera aussi à renforcer ses capacités en matière de langues officielles pour permettre aux Canadiens de bénéficier des avantages de la dualité linguistique, de travailler et de vivre dans des collectivités qui respectent les valeurs canadiennes en matière de langues officielles, et d'avoir accès aux services du gouvernement dans la langue officielle de leur choix.



REGARDER VERS L'AVENIR : LE POUVOIR DES LANGUES OFFICIELLES

Le gouvernement du Canada s'engage à mettre en œuvre sa politique sur les langues officielles partout au pays. Tous les ministères et les agences fédéraux doivent communiquer avec les citoyens dans les deux langues officielles, embaucher des anglophones et des francophones, et leur permettre de travailler dans leur première langue officielle. En outre, les ministères et les agences fédéraux continueront de promouvoir et de célébrer les deux langues officielles et de soutenir le développement des communautés anglophones et francophones en situation minoritaire.

Les ministères et les agences fédéraux doivent aussi collaborer avec les organismes communautaires et les gouvernements provinciaux et territoriaux pour renforcer les liens entre les groupes de langue officielle et appuyer le développement des communautés francophones en situation minoritaire partout au pays et des communautés anglophones au Québec.

En outre, la *Feuille de route pour les langues officielles du Canada 2013-2018 : éducation, immigration, communautés* établit un parcours qui permettra aux différents ordres de gouvernement, aux organismes communautaires et au secteur privé de continuer à collaborer pour assurer un brillant avenir aux langues officielles et aux communautés linguistiques. Elle est fondée sur de vastes

consultations avec les Canadiens et les Canadiennes et reconnaît l'importance d'investir de manière responsable et sage.

La Feuille de route vise à répondre aux besoins exprimés par les Canadiens appartenant aux deux communautés de langue officielle et regroupe un grand nombre de secteurs et d'intérêts. Elle est fondée sur les réalisations et les progrès de la *Feuille de route pour la dualité linguistique canadienne 2008-2013*. En affectant de nouveau un budget quinquennal de 1,1 milliard de dollars à la Feuille de route, le gouvernement du Canada vise à en consolider les activités et à suivre les résultats dans trois domaines clés : l'éducation, l'immigration et les communautés. L'objectif est la stabilité à long terme, l'unité et la prospérité des petites et grandes communautés partout au pays.

Les deux langues officielles du Canada contribuent à nous définir en tant que Canadiens et Canadiennes. Elles facilitent le dialogue national, enrichissent nos collectivités et aident les nouveaux arrivants à participer pleinement à la société. La Feuille de route nous permettra de bénéficier de tous les avantages découlant de l'utilisation des deux langues officielles et constituera, pour nous tous, une raison de plus d'être fiers de nos deux langues officielles en tant qu'éléments importants de notre identité alors que nous nous apprêtons à célébrer notre 150^e anniversaire en 2017.

ANNEXE A

ENGAGEMENTS FINANCIERS DÉTAILLÉS DE LA NOUVELLE FEUILLE DE ROUTE POUR LES LANGUES OFFICIELLES DU CANADA 2013-2018 : ÉDUCATION, IMMIGRATION, COMMUNAUTÉS

TOTAL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS : 1124,11 M\$

Éducation : 657,99 M\$

Patrimoine canadien

Appui à l'enseignement dans la langue de la minorité	265,02 M\$
Appui à l'apprentissage de la langue seconde	175,02 M\$
Bourses d'été de langue	36,60 M\$
Moniteurs de langues officielles	18,60 M\$
Échanges Canada	11,25 M\$

Santé Canada

Formation, réseaux et accès aux services de santé (volet éducation)	106,50 M\$
---	------------

Justice Canada

Formation, réseaux et accès aux services de justice (volet éducation)	19,00 M\$
---	-----------

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Portail linguistique du Canada	16,00 M\$
--------------------------------	-----------

Conseil national de recherches Canada

Renforcement de l'industrie et des technologies langagières	10,00 M\$
---	-----------

Immigration : 149,50 M\$

Citoyenneté et Immigration Canada

Formation linguistique pour les immigrants économiques	120,00 M\$
Immigration vers les communautés de langue officielle en situation minoritaire (incluant l'Appui à l'immigration francophone au Nouveau-Brunswick)	29,50 M\$

Communautés : 316,62 M\$

Patrimoine canadien

Appui aux communautés de langue officielle en situation minoritaire	22,26 M\$
Coopération intergouvernementale	22,26 M\$
Fonds d'action culturelle communautaire	10,00 M\$
Vitrines musicales pour les artistes des communautés de langue officielle en situation minoritaire	5,75 M\$
Programme national de traduction pour l'édition du livre	4,00 M\$
Stratégie d'accès aux marchés pour les artistes des communautés de langue officielle en situation minoritaire	2,75 M\$

Santé Canada

Formation, réseaux et accès aux services de santé (volet appui aux communautés)	67,80 M\$
---	-----------

Justice Canada

Fonds de mise en application de la Loi sur les contraventions	49,60 M\$
Formation, réseaux et accès aux services de justice (volet appui aux communautés)	21,20 M\$

Ressources humaines et Développement des compétences Canada

Fonds d'habilitation pour les communautés de langue officielle en situation minoritaire	69,00 M\$
Initiative d'alphabétisation et d'acquisition des compétences essentielles dans les communautés de langue officielle en situation minoritaire	7,50 M\$
Initiative de partenariat social dans les communautés de langue officielle en situation minoritaire	4,00 M\$

Industrie Canada

Initiative de développement économique pour opérations régionales	1,60 M\$
---	----------

Initiative fédérale de développement économique dans le nord de l'Ontario (FedNor)

Initiative de développement économique (FedNor)	4,45 M\$
---	----------

Développement Économique Canada (DEC) pour les régions du Québec

Initiative de développement économique (DEC)	10,20 M\$
--	-----------

Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA)

Initiative de développement économique (APECA)	6,20 M\$
--	----------

Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario (FedDev)

Initiative de développement économique (FedDev)	4,45 M\$
---	----------

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada (DEO)

Initiative de développement économique (DEO)	3,20 M\$
--	----------

Agence canadienne de développement économique du Nord (CanNor)

Initiative de développement économique (CanNor)	0,40 M\$
---	----------

ANNEXE B

LISTE DES ORGANISATIONS REPRÉSENTÉES DANS LE CADRE DES TABLES-RONDES TENUES PAR LE MINISTRE DES LANGUES OFFICIELLES OU SON REPRÉSENTANT LORS DES CONSULTATIONS DE 2012*

Calgary

Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA) – Régionale de Calgary
 Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA) – Secrétariat provincial
 Association francophone de Brooks (AFB)
 Calgary Catholic Immigration Society (CCIS)
 Centre Accueil Nouveaux Arrivants Francophones (CANAF)
 La Cité des Rocheuses
 Connexion Carrière
 Conseil de développement économique de l'Alberta (CDÉA)
 Portail de l'Immigrant en Alberta
 Théâtre à Pic de Calgary
 University of Calgary

Charlottetown

Association des Francophones de l'âge d'or de l'Île-du-Prince-Édouard
 Cavendish Figurines Ltd.
 Collège Acadie de l'Île-du-Prince-Édouard
 Confederation Centre of the Arts
 Coopérative d'intégration francophone de l'Île-du-Prince-Édouard
 Fédération culturelle de l'Île-du-Prince-Édouard
 Indian River Festival
 Prince Edward Island for Newcomers to Canada
 Réseau de développement économique et d'employabilité (RDÉE)

Île-du-Prince-Édouard

Réseau des services de santé en français de l'Île-du-Prince-Édouard
 Société St-Thomas-d'Aquin
 University of Prince Edward Island – Faculty of Education
 Veterans Affairs Canada

Coquitlam

Association francophone de Surrey (AFS)
 Association des juristes d'expression française de la Colombie-Britannique (AJEFCB)
 La Boussole – Francophone Community Centre
 Canadian Parents for French (CPF)
 Canada Place Corporation
 Centre culturel francophone de l'Okanagan
 Centre culturel francophone de Vancouver
 Chambre de commerce francophone de Vancouver (CCF Vancouver)
 Conseil jeunesse francophone de la Colombie-Britannique (CJFCB)
 Coquitlam Heritage Society (CHS)
 Downtown Infectious Diseases Clinic
 Fédération des francophones de la Colombie-Britannique
 French International School of Vancouver
 Immigrant Services Society of British Columbia
 Le Doucet Design Group
 Le Repère Francophone

Réseau-Femmes Colombie-Britannique
 Simon Fraser University
 Société de développement économique de la Colombie-Britannique (SDECB)
 Société francophone de Maillardville
 Société historique francophone de la Colombie-Britannique (SHFCB)
 Société Santé en français (SSF)
 Théâtre la Seizième
 University of British Columbia
 Vancouver Coastal Health

Edmonton

Accès-emploi (AE)
 Alliance Jeunesse-Famille de l'Alberta Society (AJFAS)
 Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA) – Régionale de Wood Buffalo
 Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA) – Secrétariat provincial
 Association la Girandole
 Association des juristes d'expression française de l'Alberta (AJEFA)
 Athabasca University
 Canadian Parents for French (CPF)
 Centralta Tourism Society
 Centre d'accueil et d'établissement – Edmonton (CAE)
 Centre for Public Legal Education Alberta
 Conseil de développement économique de l'Alberta (CDÉA)
 Consortium national de formation en santé (CNFS)

* cette liste ne tient pas compte des citoyens participants aux tables-rondes ou aux consultations en ligne en leur nom personnel, ni des organisations qui ont choisi de participer aux consultations en ligne

Fédération des parents francophones de l'Alberta (FPFA)
 La Fondation Franco-Albertaine
 Francophonie jeunesse de l'Alberta (FJA)
 The Institute for Innovation in Second Language Education (IISLE) at Edmonton Public Schools
 International and Heritage Languages Association (IHLA)
 Regroupement artistique francophone de l'Alberta (RAFA)
 Réseau en immigration francophone de l'Alberta (RIFA)
 Réseau Santé albertain
 Société Santé en Français (SSF)
 Town of Beaumont
 University of Alberta
 University of Alberta, Campus Saint-Jean

Fredericton

Association acadienne et francophone des aînées et aînés du Nouveau-Brunswick (AAFANB)
 Association des enseignantes et des enseignants francophones du Nouveau-Brunswick (AEFNB)
 Association francophone des municipalités du Nouveau-Brunswick (AFMNB)
 Association régionale de la communauté francophone de Saint-Jean (ARCF)
 Beaverbrook Art Gallery
 Capitol School of Performing Arts
 Centre d'accueil et d'accompagnement francophone des immigrants du Sud-Est du Nouveau-Brunswick (CAFi)
 Centre communautaire Sainte-Anne
 Centre scolaire communautaire Samuel-de-Champlain
 Collège communautaire du Nouveau-Brunswick (CCNB)
 Comité des bénévoles bilingues pour l'Hôpital régional de Saint-John
 Consortium national de formation en santé (CNFS)

Coopérative de développement régional-Acadie
 Fédération d'alphabétisation du Nouveau-Brunswick (FANB)
 Fédération des conseils d'éducation du Nouveau-Brunswick (FCENB)
 Festival acadien de Caraquet Inc.
 Frye Festival
 Mouvement Acadien des Communautés en Santé du Nouveau-Brunswick inc. (MACSNB)
 New-Brunswick Arts Board
 Paroisse Saint-François-de-Sales
 Regroupement féministe du Nouveau-Brunswick (RFNB)
 Réseau atlantique de diffusion des arts de la scène (RADARTS)
 Société Nationale de l'Acadie (SNA)
 Société Santé et Mieux-être en français du Nouveau-Brunswick (SMEFNB)
 Université de Moncton

Halifax

Association acadienne des artistes de la Nouvelle-Écosse (AAANÉ)
 Canadian Museum of Immigration at Pier 21
 Canadian Parents for French (CPF)
 Conseil Acadien de Par-en-Bas (CAPEB)
 Le Conseil de développement économique de la Nouvelle-Écosse (CDÉNÉ)
 Conseil jeunesse provincial de la Nouvelle-Écosse (CJPNE)
 Conseil scolaire acadien provincial (CSAP)
 Consortium National de Formation en Santé (CNFS)
 Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse (FANE)
 Fédération culturelle acadienne de la Nouvelle-Écosse (FéCANE)
 Regroupement des aînées et aînés de la Nouvelle-Écosse
 Réseau Santé Nouvelle-Écosse
 Société promotion Grand-Pré

Société Santé en Français (SSF)
 Université Sainte-Anne

Iqaluit

Alianait Entertainment Group
 Association des francophones du Nunavut
 Carrefour Nunavut
 Centre de la Petite Enfance Les Petits Nanooks
 Commission scolaire francophone du Nunavut
 École des Trois-Soleils
 Réseau de Santé en Français au Nunavut
 Société Santé en français (SSF)

Moncton

Aberdeen Cultural Center
 Association acadienne des artistes professionnels du Nouveau-Brunswick
 Association des juristes d'expression française du Nouveau-Brunswick
 Association des radios communautaires acadiennes du Nouveau-Brunswick
 Canadian Institute for Research on Linguistic Minorities
 Canadian Parents for French (CPF)
 Centre de formation médicale du Nouveau-Brunswick
 City of Dieppe
 City of Moncton
 Conseil économique du Nouveau-Brunswick inc.
 Conseil Fédéral du Nouveau-Brunswick
 Égalité Santé en Français
 Fédération des jeunes francophones du Nouveau-Brunswick
 Go Ahead Seniors
 Local Services District of Saint-Paul, Kent County
 Société de l'Acadie du Nouveau-Brunswick
 Théâtre L'Escaouette
 Université de Moncton

Montréal

Association for Canadian Studies (ACS)
Canada Summer Games –
Sherbrooke 2013
Centaur Theatre Company
Éducaloi
East Island Network for English Language
Services (REISA)
English Language Arts Network-Quebec
(ELAN)
English Network of Resources in
Community Health (ENRICH)
Just for laughs
McGill University
PlayMas Montreal!
Pro Bono Québec
Quebec Community Groups Network
(QCGN)
Quebec English School Boards Association
(QESBA)
Quebec English-speaking Communities
Research Network (QUESCREN)
Santropol Roulant
A Taste of The Caribbean
Youth Employment Services (YES)

North Bay

L'Alliance des caisses populaires
de l'Ontario Limitée
Centre canadien de leadership
en évaluation (LeCLÉ)
Centre culturel Les Compagnons
des francs-loisirs
Conseil des arts du Nipissing-Ouest (CANO)
École secondaire publique Odyssée
Economic Partners Sudbury
East/Nipissing West Inc.
Élargir l'espace francophone (Nord)
MGB and Associates
North Bay and District Chamber
of Commerce
North Bay and District Multicultural Centre
North Bay Parry Sound District Health Unit
Réseau de développement économique
et d'employabilité Ontario (RDÉE Ontario)

West Nipissing General Hospital
West Nipissing Community Health Centre

Ottawa

Alliance des femmes de la francophonie
canadienne (AFFC)
Alliance nationale de l'industrie musicale
(ANIM)
Alliance des radios communautaires
du Canada (ARC)
Assemblée communautaire
fransaskoise (ACF)
Assemblée de la francophonie
de l'Ontario (AFO)
Association canadienne d'éducation de
langue française (ACELF)
Association canadienne-française
de l'Alberta (ACFA)
Association de la presse francophone (APF)
Association des théâtres francophones du
Canada (ATFC)
Association des universités de la
francophonie canadienne (AUFC)
Commission nationale des parents
francophones (CNPF)
Conseil canadien de la coopération
et de la mutualité (CCCM)
Consortium national de formation en santé
(CNFS)
Fédération acadienne de la
Nouvelle-Écosse (FANE)
Fédération des aînées et aînés
francophones du Canada (FAAFC)
Fédération des associations de juristes
d'expression française de common law
(FAJEFCL)
Fédération canadienne des directions
d'école francophones (FCDEF)
Fédération canadienne des enseignantes
et des enseignants (FCE)
Fédération des communautés francophones
et acadienne du Canada (FCFA)
Fédération culturelle
canadienne-française (FCCF)
Fédération des francophones
de la Colombie-Britannique (FFCB)
Fédération des francophones de
Terre-Neuve et du Labrador (FFTNL)

Fédération franco-ténoise (FFT)
Fédération nationale des conseils
scolaires francophones (FNCSF)
Fondation canadienne pour le dialogue
des cultures (FCDC)
Front des réalisateurs indépendants
du Canada (FRIC)
Institut canadien de recherche
sur les minorités linguistiques (ICRML)
Regroupement des éditeurs
canadiens-français (RÉCF)
Réseau des cégeps et des collèges
francophones du Canada (RCCFC)
Réseau de développement économique
et d'employabilité (RDÉE)
Réseau des municipalités francophones de
la Fédération canadienne des municipalités
(FCM)
Réseau pour le développement de
l'alphabétisme et des compétences
(RESDAC)
Société de l'Acadie du
Nouveau-Brunswick (SANB)
Société franco-manitobaine (SFM)
Société nationale de l'Acadie (SNA)
Société Santé en français (SSF)

Québec

Centre de la francophonie des Amériques
Centre R.I.R.E. 2000
Chambre de commerce et d'industrie de
Québec
Community Economic Development and
Employability Corporation (CEDEC)
Community Economic Development
and Employability Corporation (CEDEC)
of Chaudière-Appalaches
Community Health and Social Services
Network (CHSSN)
Église Restauration de Québec
Literary and Historical Society of Quebec
(LHSQ)
Megantic English-speaking Community
Development Corporation (MCDL)
Saint Brigid's - Jeffery Hale Hospital
(SBJHH)
Voice of English-speaking Quebec (VEQ)

Regina

Assemblée communautaire
fransaskoise (ACF)
Association jeunesse fransaskoise (AJF)
Canadian Parents for French (CPF)
Conseil des écoles fransaskoises
Coopérative des publications
fransaskoises
Fédération des Aînés fransaskois (FAF)
Réseau en immigration francophone
de la Saskatchewan - Assemblée
communautaire fransaskoise (ACF)
Réseau Santé en français de la
Saskatchewan (RSFS)
Société historique de la Saskatchewan
Société Santé en français (SSF)
La Troupe du Jour (LTDJ)
University of Saskatchewan

Rockland

Assemblée de la francophonie
de l'Ontario (AFO)
Association canadienne-française de
l'Ontario de Prescott et Russell (ACFO
de Prescott et Russell)
Association canadienne-française
de l'Ontario de Stormont, Dundas et
Glengarry (ACFO-SDG)
Canadian Association of Immersion
Teachers (CAIT)
Canadian Parents for French (CPF)
Centre communautaire Franc-Ouest
(CCFO)
Centre culturel de Cornwall
Conseil de la coopération de l'Ontario
FC UMOJA-Ottawa (soccer league)
Hawkesbury & District General Hospital
Montfort Hospital
Union des cultivateurs
franco-ontariens (UCFO)
University of Guelph – Alfred Campus

St. John's (NFL)

Association communautaire
francophone de Saint-Jean (ACFSJ)

Association francophone
du Labrador (AFL)
Canadian Parents for French (CPF)
Conseil scolaire francophone provincial
de Terre-Neuve-et-Labrador
Cupids Legacy Centre
Eastern School District
Fédération des francophones de
Terre-Neuve et du Labrador (FFTNL)
Fédération des parents francophones
de Terre-Neuve et du Labrador
Franco-Jeunes de
Terre-Neuve-et-Labrador (FJTNL)
Marine Institute - School of Fisheries
Memorial University of Newfoundland
Réseau de développement économique
et d'employabilité de Terre-Neuve et
Labrador (RDÉE-TNL)
Société Santé en Français (SSF)
Réseau Santé en français de
Terre-Neuve-et-Labrador

Sudbury

Association canadienne-française
de l'Ontario du grand Sudbury Inc.
Collège Boréal
Carrefour francophone de Sudbury
Centre de santé communautaire
du Grand Sudbury
Cinefest Sudbury International
Film Festival
Les Concerts la nuit sur l'étang
Conseil de la Coopération de l'Ontario
(CCO)
Éditions Prise de Parole
GDM Group
Laurentian University
Music and Film in Motion
Northern Ontario School of Medicine –
Francophone Affairs
Regroupement de gens d'affaires
francophones du district de Sudbury Inc.
Réseau de développement économique
et employabilité (RDÉE)
Réseau francophone de santé du Nord
de l'Ontario

Réseau de soutien de l'immigration
francophone du Nord de l'Ontario
Sudbury Community Legal Clinic
Le Théâtre du Nouvel Ontario
University of Sudbury
YMCA of Sudbury

Timmins

Alliance de la francophonie de Timmins
Association canadienne-française
de l'Ontario (ACFO) - Région
Témiscamingue
Collège Boréal
Centre culturel La Ronde
Centre régional de Loisirs culturels inc.
Conseil des Arts de Hearst
Corporation du développement
économique
et communautaire de Dubreuilville
Corporation of the City of Timmins
District School Board Ontario -
North East
Earlton RV
Les Entreprises Boréal
Kirkland Lake Family Entertainment
Series
La Ruche Centre de loisir et culture
Société d'aide au développement
des collectivités de North Claybelt
Les Suites des President's Suites
Timmins Museum
Université de Hearst

Toronto

Association des juristes d'expression
française de l'Ontario (AJEFO)
Canadian Parents for French (CPF)
Centre de santé communautaire
de Hamilton-Niagara
Centre for Social Innovation
La Clé d'la Baie en Huronie
EDGE4
Fédération de la jeunesse
franco-ontarienne (FESFO)
Francophonie en Fête

French as a Second Language Advisory Committee of the Toronto District School Board
 Glendon College – York University
 The Law Society of Upper Canada
 MLD Solutions Inc.
 Mozaik Online
 Parents partenaires en éducation (PPE)
 La Passerelle – I.D.É.
 Réseau de développement économique et d'employabilité (RDÉE)
 Réseau franco-santé du Sud de l'Ontario
 Réseau Ontario
 Scènes francophones
 Théâtre français de Toronto
 University of Toronto

Val-d'Or

Community Health and Social Services Network (CHSSN)
 La Mosaïque, l'association interculturelle et d'accueil des immigrants de l'Abitibi-Témiscamingue Inc.
 Neighbours Regional Association of Rouyn-Noranda
 Table régionale de concertation des personnes âgées de l'Abitibi-Témiscamingue

Victoria

Assemblée francophone des retraités et des aînés de la Colombie-Britannique (AFRACB)
 Association des francophones de Nanaimo (AFN)
 Association historique francophone de Victoria
 Ballet Victoria
 Canadian Parents for French (CPF)
 École Victor-Brodeur
 Fédération des parents francophones de la Colombie-Britannique (FPFCB)

Inter-Cultural Association of Greater Victoria (ICA)
 Société francophone de Victoria
 Société radio communautaire Victoria
 University of Victoria
 Victoria Immigrant and Refugee Centre Society (VIRCS)
 Victoria Jazz Society

Whitehorse

Association franco-yukonnaise (AFY)
 Canadian Parents for French (CPF)
 Carrefour d'immigration Crossroad Yukon (CICY)
 Comité francophone catholique Saint-Eugène-de-Mazenod
 Commission scolaire francophone du Yukon (CSFY)
 Les EssentiElles
 Frostbite Music Society
 Partenariat communauté en santé
 Service d'orientation et de formation des adultes (SOFA)
 Yukon Film Society (YFS)
 Yukon Native Language Centre (YNLC)

Winnipeg

Le 100 NONS
 Association des juristes d'expression française du Manitoba Inc. (AJEF)
 Centre canadien de français juridique Inc. (CCFJ)
 Centre culturel franco-manitobain (CCFM)
 Centre de la petite enfance et de la famille
 Le Cercle Molière
 Commission scolaire franco-manitobaine
 Conseil Communauté en santé du Manitoba (CCS)
 Conseil jeunesse provincial (Cjp)
 Consortium National de Formation en Santé (CNFS)

Economic Development Council for Manitoba Bilingual Municipalities (CDEM)
 Manitoba's bilingual trade agency
 Manitoba Immigration Council
 Les Productions Rivard Inc.
 School of Social Work – Université de Saint-Boniface
 Société franco-manitobaine (SFM)
 Société Santé en français (SSF)
 Université de Saint-Boniface

Yellowknife

Conseil de développement économique des Territoires du Nord-Ouest (CDÉTNO)
 École J.H. Sissons School
 Éditions franco-ténoises
 Fédération franco-ténoise (FFT)
 Garderie Plein Soleil
 Réseau TNO Santé en Français
 Yellowknife Chamber of Commerce
 Yellowknife Education District #1
 Yellowknife Health and Social Services Authority